

**Union européenne - Discours de M.
Emmanuel Macron, président de la
République, au Parlement européen**
(Strasbourg, 17 avril 2018)

Monsieur le Président du Parlement européen,

Monsieur le Président de la Commission européenne,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Commissaires,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Je suis très heureux et très honoré de répondre à votre invitation en cette journée, Monsieur le Président, pour pouvoir, comme vous l'avez rappelé à l'instant, échanger librement sur la situation de notre Europe dans un contexte tout particulier.

Echanger librement parce que les propositions, les discours, je les ai faits il y a maintenant plusieurs mois, en particulier à La Sorbonne, et c'est ce temps d'échange qui me paraît aujourd'hui indispensable dans ce lieu où vous faites vivre chaque jour notre Europe dans ses sensibilités diverses, ses divergences et ses convergences, en construisant les indispensables compromis qui la font avancer.

Nous allons échanger dans un contexte qui rend notre responsabilité plus grande encore. Un contexte qui est d'abord celui de divisions et parfois de doute au sein de l'Europe. Le contexte où le Brexit continue à être discuté, travaillé - je veux ici saluer le travail conduit depuis plusieurs mois par Michel Barnier - mais qui est aussi celui d'un doute qui naît dans nombre de nos pays européens et qui, mois après mois, a pu faire émerger des sensibilités qui remettent en cause ce qui paraissait parfois comme des fondamentaux.

Contexte où une forme de guerre civile européenne réapparaît, où nos différences, parfois nos égoïsmes nationaux paraissent plus importants que ce qui nous unit face au reste du monde. Contexte où la fascination, et j'y reviendrai, illibérale grandit chaque jour. Contexte où les menaces géopolitiques - et nous y reviendrons à coup sûr dans la discussion - donnent à l'Europe une responsabilité plus grande chaque jour. Ceux des grands conflits internationaux, le Levant comme le Sahel, mais aussi de l'émergence de grandes puissances autoritaires et d'une stratégie clairement élaborée qui vise à remettre en cause le cadre du multilatéralisme où l'Europe avait pris toute sa place et qui était aussi le cadre à la fois de son influence mais dans

lequel nous avons collectivement construit la paix.

Et nous échangeons aujourd'hui dans un moment qui est celui de grandes transformations liées au numérique, au réchauffement climatique et à ses conséquences, qui remettent en profondeur les fondamentaux de la société industrielle qui avaient fondé nos grands compromis, font naître des peurs qui conduisent à revisiter certains grands équilibres et nous imposent de repenser la grammaire d'action qui est collectivement la nôtre.

Et donc ce moment nous donne une responsabilité toute particulière. Nous ne pouvons pas faire comme si, en quelque sorte, nos discussions étaient ordinaires. Et ce moment, c'est celui qui nous sépare des élections européennes à venir, où nous aurons à faire vivre nos combats pour les idéaux qui nous ont faits. Et je veux, pour amorcer notre discussion, simplement partager avec vous deux convictions fortes.

La première, c'est que si nous décidons d'abandonner notre attachement à la démocratie et tout ce qu'elle emporte en Europe, ils feront fausse route. La deuxième, c'est que nous pouvons dans ce cadre, et nous devons construire, une nouvelle souveraineté européenne par laquelle nous apporterons la réponse claire, ferme à nos concitoyens que nous pouvons les protéger, apporter une réponse à ces désordres du monde.

En effet, dans ce monde et ce moment difficile, la démocratie européenne, je le crois très profondément, est notre meilleure chance. La pire des erreurs serait d'abandonner notre modèle, j'ose dire notre identité. Ici-même à Strasbourg comme à Bruxelles, vous faites vivre chaque jour cette démocratie en Europe dont parlait Tocqueville. Notre identité, c'est d'abord cette démocratie respectueuse de l'individu, des minorités, des droits fondamentaux, ce qu'on appelait du nom que je revendique encore "la démocratie libérale".

Je ne veux pas laisser s'installer cette illusion mortifère qui, ne l'oublions jamais, ici moins qu'ailleurs, a précipité notre continent vers le gouffre. L'illusion du pouvoir fort, du nationalisme, de l'abandon des libertés. Et je récusé cette idée qui gagne même l'Europe que la démocratie serait condamnée à l'impuissance. Face à l'autoritarisme qui partout nous entoure, la réponse n'est pas la démocratie autoritaire mais l'autorité de la démocratie.

Parce que cette liberté émancipe et protège l'individu, un Parlement comme le vôtre, le nôtre, est un miracle européen. Rassembler pacifiquement les représentants élus des peuples d'Europe pour délibérer ensemble dans leurs différences, forts et lourds de leur histoire et de ce qui les a parfois divisés est un modèle unique au monde. Ce trésor, nous le faisons vivre depuis soixante-dix ans. Ne nous y habituons pas. Nous avons pris tous les risques et traversé le pire pour en arriver là et si l'on veut être plus concret encore, regardons autour de nous, comparons-nous et regardons parfois ces puissances qui peuvent fasciner certains par une prétendue efficacité.

Dans quel autre endroit au monde a-t-on cette même exigence en matière évidemment économique, géopolitique, diplomatique et militaire mais aussi de respect des minorités, de liberté des consciences, d'égalité entre les hommes et les femmes, de respect pour la vie privée ? Où ailleurs à ce point, avec la même vitalité et la même force ?

Alors il y a des divisions entre les pays au sein même de cet hémicycle, mais au-delà de ces divisions, ce modèle démocratique qui nous rassemble est unique au monde. L'identité de l'Europe, c'est plus qu'une démocratie soucieuse de liberté, c'est une culture unique dans le monde qui combine cette passion de la liberté, le goût de l'égalité, l'attachement à la diversité des idées, des langues, des paysages.

Ce modèle européen n'est ni abstrait, ni daté. Il s'incarne aujourd'hui dans notre attachement commun à la protection de l'environnement, du climat, de la santé. Il se développe aujourd'hui dans notre approche de la révolution numérique où seuls les Européens sont autant attachés à la liberté d'innovation comme à la juste régulation et à la protection de leur vie privée. Cette identité nous distingue bien évidemment des puissances autoritaires avant tout, mais aujourd'hui aussi, il faut bien le voir, de certains alliés les plus proches.

Notre partenaire américain, avec qui nous partageons tant, fait face aujourd'hui à la tentation du désengagement et du rejet du multilatéralisme, de l'enjeu climatique ou des questions commerciales. Ce modèle, j'en suis convaincu, est puissant comme aucun autre et fragile tout autant car sa force à chaque instant dépend de notre engagement et de notre exigence. Chaque jour, nous devons le défendre ensemble. Alors pour être à la hauteur de cet engagement, la première condition c'est la vérité et la responsabilité.

Certains imputant tous nos maux à une Europe honnie, fuyant ainsi leurs propres responsabilités, nous disent avec aplomb que les peuples ne veulent plus de l'Europe. Ils proposent des voies dorées ; parfois on les croit. Ils se soustraient ensuite à leurs responsabilités quand il faudrait conduire leur peuple jusqu'au bout de cette aventure. D'autres affirment sagement que nous ne devons pas hâter le pas pour ne pas brusquer les peuples, que ça serait faire le jeu des populistes. Ceux-ci voudraient s'habituer à une musique qu'on connaît bien : celle de la paralysie, ne prenant pas conscience du temps qui est le nôtre.

Je crois que rien n'est plus faux. Il serait commode, en effet, de dissoudre le peuple ou d'exciter ces passions pour éviter de proposer un chemin. De critiquer sans proposer, de détruire sans rebâtir. Ce n'est pas le peuple qui a abandonné l'idée européenne, c'est la trahison des clercs qui la menace. Il faut entendre la colère des peuples d'Europe aujourd'hui. Ce n'est pas de pédagogie dont ils ont besoin mais d'un projet nouveau, d'une exigence d'efficacité au quotidien. Et ceux qui font commerce de cette colère qu'ils attisent proposent pour seul avenir la voie sans issue du retour au déchirement nationaliste d'hier. Nous en avons expérimenté toutes les voies et toutes les conséquences.

Pour raviver l'Europe des peuples, nous devons donc accepter d'agir autrement en puisant à la source de la démocratie et regardons les choses en face : comment se satisfaire d'élections européennes auxquelles moins d'un citoyen sur deux se déplace pour voter ? Alors construisons dans l'année qui vient la réalité d'un débat structuré sur des convictions, des propositions. Nous ne pouvons pas aujourd'hui faire comme hier, c'est-à-dire refuser de parler d'Europe, répartir les places, accuser Bruxelles ou Strasbourg de tous les maux. Continuer à faire cela, c'est décider d'avoir un jeu de dupes qui sera peut-être plus confortable pour chacun d'entre nous mais qui nous conduira à ne résoudre aucun problème. Je crois comme vous à la noblesse et à la complexité du choix démocratique.

En tant que représentants des peuples d'Europe vous l'incarnez, vous faites chaque jour des choix, vous définissez des compromis, vous forgez des solutions, car vous avez reçu le mandat des peuples. Et notre devoir commun est de faire vivre cette démocratie européenne, au fond si jeune.

C'est la raison pour laquelle en amont des élections et du temps contraint des campagnes électorales, nous devons faire vivre le débat, créer cet espace public européen que bien souvent nous avons laissé en friche. C'est dans cet esprit d'essayer et d'innover que j'ai proposé des consultations citoyennes dès cette année.

Je lancerai en France celles-ci cet après-midi même, un débat franc, ouvert, rugueux et difficile, mais indispensable pour savoir ce qui rassemble et sépare, pour sortir de l'alternative simpliste du oui ou non à une question généralement dont on n'examine pas ni les présupposés, ni les textes implicites. Mais d'avoir démocratiquement un débat critique sur l'Europe qui est la nôtre.

Je me réjouis que tous les Etats membres aient accepté de partager cette démarche, je sais l'engagement du président Juncker et de la Commission européenne dans cette action et je veux l'en remercier. Et je mesure aussi votre rôle essentiel, Monsieur le Président Tajani, dans cet exercice et je veux aussi vous en remercier. Et je vous invite chacune et chacun dans vos pays et partout en Europe à animer, participer à ces débats essentiels car ils sont une condition de cette vitalité démocratique.

La deuxième conviction que je veux rapidement partager avec vous, c'est celle de la nécessaire souveraineté européenne. Défendre l'idée européenne, ce n'est pas défendre une idée abstraite, la dilution en quelque sorte de nos propres souverainetés, non, c'est acter du fait que face à ces grands bouleversements du monde, ces grandes transformations, ce moment que nous vivons, nous avons besoin d'une souveraineté plus forte que la nôtre, complémentaire et pas de substitution, qui seule permettra face aux grandes migrations, à l'insécurité planétaire, aux transformations économiques, sociales et environnementales d'apporter les bonnes réponses. C'est cela cette souveraineté européenne à laquelle je crois.

Sur ce sujet, vous avez fait beaucoup et je veux vous saluer, mais d'ici à la fin de la législature, au printemps 2019, nous devons obtenir des résultats tangibles sur plusieurs fronts. Les migrations, en débloquent le débat empoisonné sur le règlement de Dublin et les relocalisations, mais aussi en dépassant ce débat, en construisant la solidarité externe et interne dont notre Europe a besoin. Je propose ainsi de créer un programme européen qui soutienne directement, financièrement, les collectivités locales qui accueillent, qui intègrent des réfugiés.

Le deuxième sujet, sera la taxation du numérique, à la suite de la proposition de la Commission en créant une taxe à court terme qui mette fin aux excès les plus choquants, je soutiens cette proposition, elle est essentielle et elle permettra d'ailleurs, c'est mon souhait, des pistes de ressources propres pour le budget à venir.

La réforme de l'Union économique et monétaire est un troisième front indispensable avant la fin de cette mandature, en définissant une feuille de route permettant d'avancer par étape sur l'union bancaire et la mise en place d'une capacité budgétaire favorisant la stabilité et la convergence dans la zone Euro.

Enfin ce qui nous tient ensemble, ce n'est pas seulement une monnaie ou un traité, c'est un sentiment d'appartenance, autrement dit une culture et je pourrais évoquer car c'est essentiel la mise en place des universités européennes qui progresse réellement, ou le déploiement d'Erasmus, mais je veux ici insister sur l'un de vos travaux en cours, essentiel à mes yeux, celui du droit d'auteur, de la protection des créateurs, et de la création artistique. Ce foisonnement qui infuse nos sociétés est le bouillon de culture sans lequel l'Europe ne serait plus ce continent de diversité vitale et de génie créatif.

Sur ces quatre fronts cette législature a une responsabilité particulière et vous avez compris quelle sera la position de la France. Mais au-delà il nous faut construire cette souveraineté européenne pleine et entière pour protéger nos concitoyens. En matière de sécurité intérieure, extérieure et de défense au cours des derniers mois nous avons beaucoup avancé, et je salue le travail qu'est en train de réaliser votre assemblée sur le fonds européen de défense.

Face à toutes les tensions du moment avec certains voisins comme la Russie, l'Europe a montré un visage d'unité et de souveraineté. Nous avons besoin de poursuivre ce travail.

La souveraineté est aussi économique et commerciale. Nous avons su, là aussi, montrer ce visage uni et je me félicite des avancées obtenues ces derniers mois en matière de souveraineté économique et commerciale pour défendre nos secteurs stratégiques en matière d'investissement à l'initiative de la Commission et c'était une avancée essentielle pour poursuivre dans le domaine commercial, et nous y reviendrons à coup sûr dans le débat, une position unie, volontaire en matière de développement de nos opportunités économiques, mais protectrice de nos intérêts légitimes, de nos travailleurs comme de nos consommateurs.

Je crois à cette souveraineté économique qui, par la compétitivité que chaque Etat construit par ses réformes, par la solidarité indispensable que nous devons davantage développer au sein de l'Union économique et monétaire, et par une politique commerciale plus réaliste que nous devons poursuivre.

La souveraineté, c'est aussi la souveraineté climatique et énergétique. Elle est indispensable. Nous devons rapidement ouvrir le débat pour revoir à la hausse la contribution européenne dans le cadre de l'Accord de Paris. Nous sommes ici en train d'achever les discussions sur le paquet énergie-climat, mais il est clair que nous devons ouvrir une nouvelle étape. Plusieurs d'entre vous s'y sont déjà engagés et je souhaite que nous puissions dans les prochains mois rouvrir le débat sur un prix plancher du carbone. La France poussera l'idée d'un prix minimum et la France soutiendra l'idée d'une taxe aux frontières pour le CO2. Ce n'est ni une lubie technique ni un instrument technique, c'est la condition d'une transition énergétique crédible.

La quatrième souveraineté que nous devons conduire à aller plus loin, c'est celle de la santé et de l'alimentation. Dans nos politiques au quotidien, dans nos choix budgétaires d'aujourd'hui et

de demain, nous devons soutenir une souveraineté alimentaire de qualité. C'est ce que nos concitoyens attendent de nous, c'est ce que nous leur devons. C'est bon pour nos économies et nos territoires, c'est bon pour nos concitoyens et c'est un choix cohérent avec nos engagements dans la durée.

La cinquième souveraineté que nous devons défendre, c'est évidemment la souveraineté numérique et je veux ici saluer votre travail qui a conduit à élaborer ce qui apparaît aujourd'hui dans tous les débats internationaux comme la législation de référence, celle qui permet de protéger les données personnelles de nos concitoyens. Là où d'autres nous prenaient pour celles et ceux qui, en quelque sorte, proposaient des protections illégitimes, nous sommes en train de devenir l'espace géographique unique au monde où nous favorisons l'innovation et l'innovation de rupture et je défendrai ces choix dans les débats à venir et où, dans le même temps, nous nous mettons en capacité de protéger les libertés individuelles.

Enfin cette Europe de liberté et d'égalité repose sur un socle de valeurs sociales que nous avons proclamées ensemble à Göteborg. Cette Europe sociale, c'est aussi celle de la souveraineté, de ce socle dans lequel nous croyons. Il y a des différences, mais nous ne devons pas pour autant nourrir les divergences, le sens même de l'aventure européenne, c'est celle d'une convergence accrue. C'est pour cela que nous nous sommes battus à plusieurs pour réguler le travail détaché ces derniers mois. Le Parlement européen a permis d'améliorer encore le compromis trouvé au Conseil et je me réjouis que cette réforme puisse trouver bientôt son aboutissement.

Et je veux saluer le travail qui a été conduit. C'est précisément l'image d'une Europe protectrice et efficace. Ces souverainetés européennes, nous devons continuer à les bâtir. Elles doivent être au cœur d'un projet cohérent et elles doivent nourrir la philosophie du cadre financier pluriannuel à venir. Et je veux achever mon propos sur ce point, ce budget que nous allons discuter, doit exprimer un projet politique de cohérence, d'efficacité et de convergence.

La France est prête à augmenter sa contribution. Mais pour cela, c'est une refondation du budget lui-même qu'il faut envisager, en créant de nouvelles ressources propres. J'y suis favorable sur le numérique comme sur certaines ressources énergétiques, en supprimant les rabais qui ne sauraient survivre au Brexit, en finançant dignement l'action européenne en matière de défense et de migration, en modernisant les politiques actuelles et en définissant des conditionnalités, je dirais plutôt des critères de convergence en matière fiscale et sociale, notamment. Nous ne devons renier aucune ambition des politiques existantes, mais nous devons ajouter les ambitions nouvelles que nous portons. C'est en ce sens qu'en tout cas la France oeuvrera dans les prochains mois.

Vous l'aurez compris, Mesdames et Messieurs, le Parlement européen est à mes yeux le siège de la légitimité européenne, de sa responsabilité et donc de sa vitalité. C'est ici que se joue une partie de l'avenir de l'Europe, l'Europe comme rassemblement de notre souveraineté par et avec une souveraineté plus grande encore, celle qui nous unit. Cette union au service de la paix et de la solidarité offrant au monde un espace unique de stabilité et de sécurité. C'est ici que nous devons ancrer la renaissance d'une Europe portée par l'esprit même de ses peuples. Je souhaite que dans les prochains mois nous parvenions à dépasser les clivages entre le Nord et le Sud, l'Est de l'Ouest, les petits ou les grands, le repli sur les égoïsmes nationaux.

J'appartiens à une génération qui n'a pas connu la guerre et j'appartiens à une génération qui est en train de s'offrir le luxe d'oublier ce que les prédécesseurs ont vécu. Il y en a beaucoup qui aujourd'hui pensent qu'on peut continuer à préférer les confrontations habituelles, les certitudes d'hier, parce que nous nous sommes habitués, les divisions bien connues et bien concertées. Mais je viens aussi d'une terre et d'une famille qui a connu toutes les saignées de notre histoire passée. Alors les choix sont simples, moi je ne veux pas appartenir à une génération de somnambules, je ne veux pas appartenir à une génération qui aura oublié son propre passé ou qui refusera de voir les tourments de son propre présent. Chacun dans les temps qui s'ouvrent reprendra ses responsabilités, mais je veux appartenir à une génération qui aura décidé fermement de défendre sa démocratie, parce que ça n'est pas un mot auquel on s'est habitué ou dans lequel on s'est alangui, c'est un mot qui a tout son sens parce qu'il est le fruit de batailles passées.

Je veux appartenir à une génération qui défendra cette souveraineté européenne parce que nous nous sommes battus pour l'avoir, parce qu'elle a un sens et parce qu'elle est la condition qui permettra aux générations à venir, de choisir, à ce moment-là, elles-mêmes leur avenir. Et je ne cèderai à aucune fascination pour les souverainetés autoritaires, je ne cèderai à aucune facilité des temps présents, mais je pense qu'ensemble, notre responsabilité dans les mois à venir, c'est d'organiser le vrai débat européen, d'avoir les véritables échéances européennes, qui seules permettront à nos peuples, de choisir, ceux qui veulent une Europe qui ne propose plus, ceux qui veulent une Europe du repli, ceux qui veulent une Europe de l'habitude ou ceux qu'ils sont prêts à porter une Europe de l'ambition, d'une souveraineté réinventée, d'une démocratie vivante, celle à laquelle nous croyons. Je vous remercie./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)